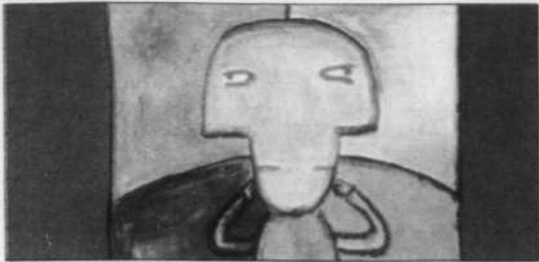


IDÉES

Michel Venne lance son ouvrage *Souverainistes, que faire ?* pour rompre avec l'obsession référendaire

Page B 5



LE DEVOIR

PERSPECTIVES

C A H I E R
B

Le PCC en congrès

Place aux «jeunes»

La Chine change de garde

CLAUDE LÈVESQUE
LE DEVOIR

À moins d'imprévu, la Chine s'apprête à procéder à un changement de la garde.

En même temps, à l'occasion de son seizième congrès qui s'est ouvert hier à Pékin, le Parti communiste chinois (PCC), qui a réalisé à grands coups de slogans réducteurs une des révolutions communistes les plus radicales de l'histoire, s'emploiera, à coups de nouveaux mots d'ordre sur toute autre chose, à justifier son monopole du pouvoir.

Jiang Zemin et une partie des leaders de sa génération (les septuagénaires) s'approprient donc à passer le flambeau aux «jeunes»,

les sexagénaires au sein du parti. On s'attend à ce que Jiang, 76 ans, annonce qu'il quittera au printemps prochain ses fonctions de président de la République et de secrétaire général du parti. Le vice-président actuel, Hu Jintao, 59 ans, devrait lui succéder.

Le premier ministre Zhu Rongji et le président de l'Assemblée, Li Peng, devraient également quitter leurs postes respectifs en même temps que le saint des saints du parti, c'est-à-dire le Comité permanent du Politburo, qui compte sept membres. Pour leur succéder respectivement, on mentionne le vice-premier ministre actuel, Wen Jiabao, 60 ans, et Zeng Qinghong, 63 ans.

La semaine prochaine, les 2120 délégués au congrès du parti éliront également un nouveau Comité central, lequel élira au cours de sa première session le Politburo et le Comité permanent du Politburo.

L'héritage de Jiang

Selon trois sinologues interviewés par *Le Devoir*, on ne voit pas de changements spectaculaires à l'horizon mais plutôt la poursuite d'une libéralisation graduelle «dans certains champs».

Jiang Zemin, qui pourrait garder la présidence de l'importante Commission militaire centrale du parti, souhaite que sa théorie soit enchâssée dans la charte du parti

VOIR PAGE B 2: CHINOIS



Le président chinois Jiang Zemin à l'ouverture du 16^e congrès du PCC.

Le vote perdu

Partira, partira pas ?

Hors du Parlement, rares sont ceux qui veulent le départ de Chrétien

La décision du premier ministre Chrétien d'élire sa sortie n'a pas le même effet sur tous. Il suffit de s'éloigner du Parlement pour se rendre compte que rares sont les groupes qui jugent nécessaire un départ plus rapide. Des opinions inspirées par leurs intérêts.

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Jean Chrétien doit devancer son départ: la santé du gouvernement l'exige. Le jugement est presque unanime dans les journaux d'un bout à l'autre du pays. Les raisons de ce verdict: une défaite inutile aux Communes, qui a mis en lumière la division au sein de son caucus, et la paralysie qui frappe le gouvernement sur le plan législatif.

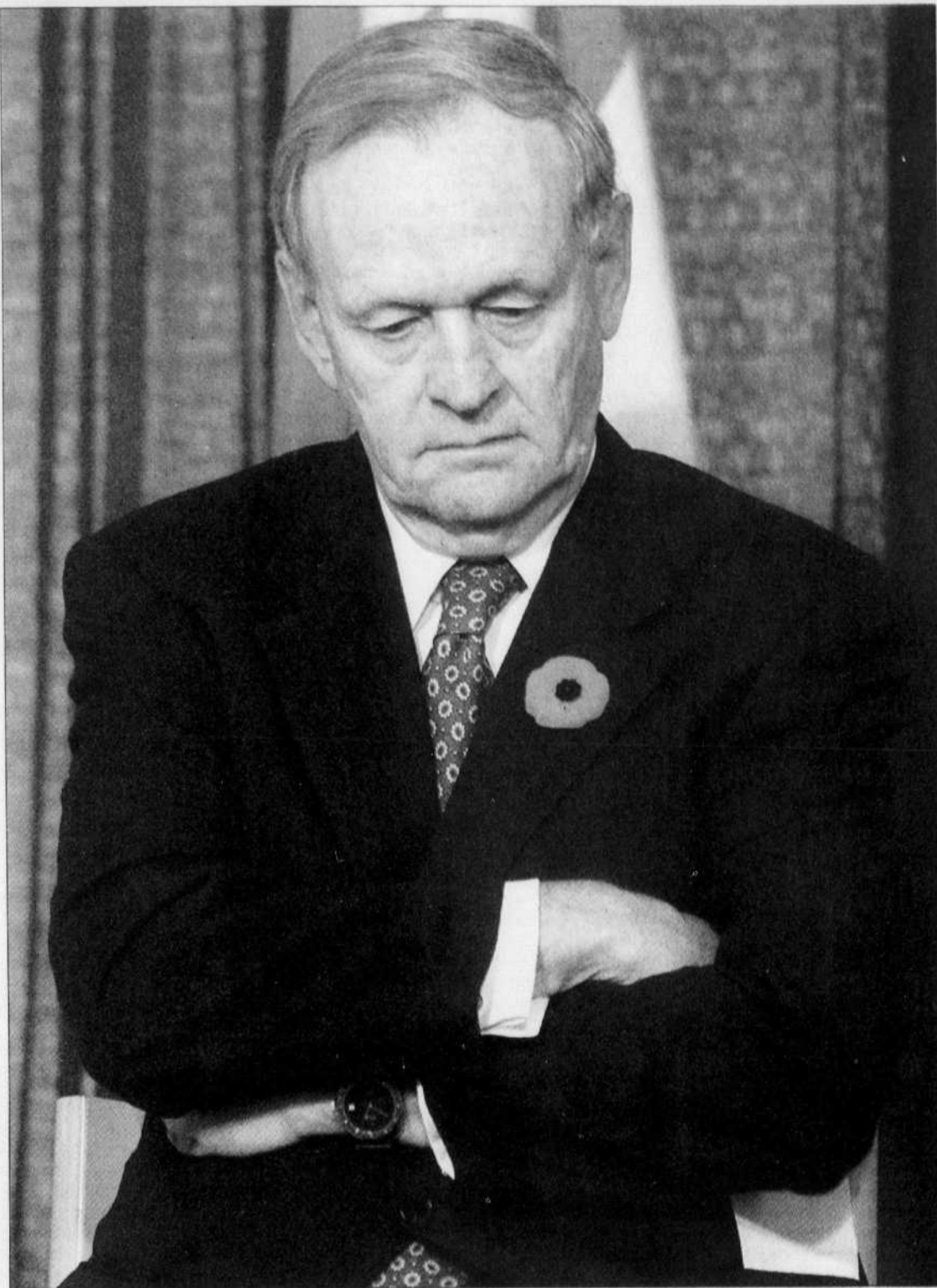
Les pressions pour qu'il parte avant février 2004 ne se font toutefois pas sentir à l'extérieur de l'arène politique et médiatique. Ceux qui en expriment le souhait sont en minorité pour l'instant. Les raisons sont diverses, mais il est clair qu'au sein des groupes environnementaux, sociaux, syndicaux et économiques, on ne veut pas s'aliéner le gouvernement à la veille d'un vote sur le protocole de Kyoto, du dépôt du rapport de la commission Romanow ou de la présentation du budget.

Les rares qui osent évoquer la nécessité d'une retraite rapide du premier ministre le font généralement sous le couvert de l'anonymat. Seule la Conférence des associations de défense, un groupe qui milite en faveur d'une hausse des dépenses militaires, ne se gêne plus pour le souhaiter à voix haute. Grande négligée du gouvernement Chrétien, la défense traverse une crise telle que même le ministre John McCallum a récemment joint sa voix aux comités et organisations qui demandent une hausse du budget militaire.

La Conférence des associations de défense espère que le ministre McCallum sera entendu, mais elle est persuadée «que tant que le premier ministre sera là, il n'y aura pas de révision de la politique de défense», dit André Pellerin, directeur général de la conférence. Il rappelle aussi qu'on attend toujours, neuf ans après l'annulation de l'achat des hélicoptères EH-101, le choix de l'appareil qui remplacera les Sea King. «Je suis convaincu qu'aucune décision ne sera prise avant le départ de Jean Chrétien», ajoute-t-il.

Une distraction

Chez les Premières Nations, on craint plutôt que le contesté ministre des Affaires indiennes, Bob Nault, profite de la distraction causée par le débat autour du rôle du premier ministre pour accélérer l'adoption de projets de loi auxquels les leaders autochtones s'opposent. «Il faut crever l'abcès. [...] Cette longue sortie est un facteur de distraction. A certains égards, on se retrouve avec un gouvernement paralysé, et il devient difficile de savoir avec qui on peut vraiment traiter», note un



Jean Chrétien lors d'une cérémonie, peu après le vote au Parlement.

conseiller proche du leadership autochtone. «Faut-il alors flirter avec tous les éventuels candidats au leadership?», demande-t-il.

Elizabeth May, directrice générale du Sierra Club du Canada, n'arrive à partager ni ce pessimisme ni les accusations de paralysie. En matière d'environnement, c'est plutôt le contraire qui se produit. Après dix ans d'inaction, le gouvernement est soudainement passé en cinquième vitesse.

«Au cours des deux derniers mois, nous avons obtenu l'engagement de ratifier le protocole de Kyoto, notre priorité numéro un. On poussait depuis des années pour la complétion du réseau des parcs nationaux, et on a eu l'annonce de dix nouveaux parcs. [...] Nous travaillons à améliorer le projet de loi sur les espèces en péril, qui est devant le Sénat. Il y a aussi, devant les Communes, un projet qu'on attendait depuis 14 ans sur le contrôle des produits antiparasitaires. Et il y a l'examen de la loi sur l'évaluation environnementale. On parle d'un gouvernement paralysé? Pas nous. Nous n'avons jamais été aussi occupés!», dit-elle en riant, visiblement ravie.

Les groupes, les députés et les fonctionnaires préoccupés par l'environnement n'ont pas intérêt à voir le premier ministre partir rapidement, dit Mme May. Après avoir négligé ce dossier, Jean Chrétien veut utiliser la fin de son mandat pour transformer son héritage. Ceci représente une occasion unique pour les environnementalistes, et ils comptent en profiter, croit-elle, y compris lors du budget.

La Fédération canadienne des municipalités s'accommode elle aussi plutôt bien d'un premier ministre qui a fait du renouvellement des infrastructures une des pièces de résistance de son discours du Trône.

Frustration et crainte

Le Conseil canadien du développement social (CCDS) se montre plus nuancé. Ce même discours du Trône faisait la part belle aux questions sociales, ce qui réjouit le CCDS, mais le climat actuel l'inquiète. «Il y a de la frustration et même de la crainte au sein des organisations non gouvernementales. Le discours du Trône disait les bonnes choses sur la pauvreté des enfants et le reste. On sentait qu'il y avait un élan, mais là, on a l'impression que tous les efforts consacrés à ces affaires de votes au sein des comités ont relégué les dossiers importants au second plan. C'est pourtant maintenant que le budget s'écrit, et il ne faut pas que ce soit seulement le ministère des Finances qui le fasse», indique le directeur général Marcel Lauzière.

A son avis, le prochain budget sera un test pour Jean Chrétien. «Si le budget reflète les engagements du discours du Trône, on aura l'impression que le premier ministre a le plein contrôle, et ce sera de bon augure. Sinon, on va commencer à se poser de sérieuses questions», dit-il.

À la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) et à l'Association des exportateurs et importateurs du Canada, on n'affiche aucune inquiétude du genre et personne ne parle de paralysie. Les échanges avec les ministères se poursuivent, les des-

siers avancent et, de plus, le ministre des Finances, John Manley, entend suivre la voie tracée par Paul Martin. On est donc rassuré.

La question du leadership de Jean Chrétien n'est qu'une préoccupation indirecte, pense André Piché, de la FCEI. «Le monde des affaires, en particulier les petites et moyennes entreprises, aime un certain degré de certitude et de continuité en matière de politiques gouvernementales.»

Au sein du mouvement syndical canadien, c'est motus et bouche cousue: en effet, on ne veut pas compromettre des progrès récents ou imminents dans des dossiers défendus de longue date. On travaillera avec le gouvernement du jour, peu importe qui le dirige, indique un conseiller.

Un élément de la crise des derniers jours plaît cependant à tout ce monde: le souhait des députés d'en mener plus large au sein des comités. «C'est une bonne chose car il y a certains dossiers où on a vu le gouvernement se traîner les pieds malgré des recommandations favorables de comités», résume André Piché. Et il n'est pas seul à penser ainsi.

«Et le fait que le caucus s'impose de plus en plus va obliger le premier ministre à en tenir compte, surtout s'il veut rester en place 15 mois de plus», note André Pellerin.



Des députés d'arrière-banc lors du vote.

PERSPECTIVES



Jean Dion

C'est encore vrai

Il y a tellement de vraies affaires dans cette vie que c'en est étourdissant. Samedi dernier, je croyais avoir livré l'essentiel en matière de vérité, mais ah la la qu'est-ce que je me gourais, on n'avait vu personne se mettre le doigt dans l'œil jusqu'à l'astragale depuis que saint Pierre avait assuré qu'il ne dirait pas non trois fois avant que le coq eût entonné «*Pour t'aimer, j'ai menti*» en canon avec Tony Massarelli.

C'a commencé avec la réception par courrier gratis du bulletin parlementaire de mon député fédéral. Je l'ai lu d'une couverture à l'autre avec cette passion dévorante des affaires publiques et, croyez-moi, tout là-dedans est vrai. Surtout les photos. Il est rigoureusement impossible que de tels rangs d'oignons aient été trafiqués à l'aide d'un Adobe Photoshop.

(Notez qu'à la même occasion s'est retrouvée dans ma boîte aux lettres la dernière livraison du *Journal Ki (Nature & Santé)*, auquel je ne suis pas abonné mais que je reçois pareil grâce à l'intervention du dieu des abonnements. On peut s'y informer sur une foule de produits d'intérêt, parmi lesquels j'ai retenu pour vous les pittoresquement nommés Laxi-doux et Gaz-be-gone, deux trucs dont je vous laisse supputer la pertinence de l'intervention.)

Puis, vous vous en êtes mêlés. Je remercie M. Harvey, fait illico Grand Compagnon de la Lumière, qui signale que sur les emballages de croûtes au fromage Humpty Dumpty, il est écrit «*Vrai fromage*», puis, juste au-dessous, «*Saveur simulée*». Ce qui se tient tout à fait puisque, en l'occurrence et dans le cas précis d'une croûte au fromage, il peut y avoir du vrai fromage, ça ne goûte quand même jamais le fromage (vrai ou faux, d'ailleurs).

Et je salue M. Erickson, qui m'a refilé un spam prouvant une fois pour toutes un grand fait de l'existence, à savoir que ce qui compte par-dessus tout, c'est la beauté intérieure. Ainsi se présente la réalité dans toute sa splendide nudité: «*Fat, bald, ugly, insecure, broke? New Jedi mind tricks will get Swedish super models into your bed anyway!*». Hé, s'ils le disent...

Tout ce que vous voyez aux nouvelles est vrai. Par exemple, lorsqu'on voit un gars qui va être interviewé dans dix secondes — habituellement, un analyste de quelque chose — marcher dans un couloir jusqu'à son bureau, c'est vrai. On ne lui a pas demandé cette petite mise en scène pour donner l'illusion que quelque chose bouge, c'est juste que la caméra s'adonne à être là pendant que le gars marchait vraiment pour se rendre à son bureau. *Idem* lorsqu'on aperçoit le gars en train de pinner à son ordinateur: il est vraiment en train d'écrire un vrai texte, comme n'importe qui est capable de le faire avec une caméra braquée sur sa tronche.

Et quand vous avez la totale, comme au *Téléjournal dimanche* dernier, un reportage sur une chicane de paroisses dans les Laurentides, des gens assis autour d'une table de cuisine, oups ça sonne à la porte, le monsieur va répondre (devant la caméra qui par hasard est déjà dans le portique), c'est une lettre remise par quelqu'un qu'on ne voit pas, et le monsieur revient dans la cuisine, et tiens donc, il lit la lettre à voix haute, et elle porte exactement sur le sujet dont ils étaient en train de parler. Et c'est vraiment arrivé comme ça.

Tout ce que dit le Vatican est vrai. Cette semaine, le président du Conseil pontifical pour la pastorale dans les hôpitaux, l'évêque Javier Lozano Barragan, a déclaré: «*L'Eglise continue à prôner l'abstinence, même si aujourd'hui parler de chasteté peut sembler un peu ridicule, car celle-ci apparaît, face au sida, comme la méthode de prévention la plus efficace. L'année dernière, près de trois millions de personnes sont mortes du sida, et l'Eglise est mise en accusation pour avoir condamné les préservatifs. Mais la réalité est que dans une société comme celle d'aujourd'hui, fondée sur le plaisir et le bien-être, le sens des responsabilités face à ses propres actions s'est perdu.*»

Pris comme ça, ce propos ne débouche sur strictement rien, mais je vous invite à noter l'emploi du mot «*apparaît*». Or, si quelqu'un peut attester de l'authenticité d'une apparition, c'est bien notre mère l'Eglise, non? Alors c'est vrai.

Toujours cette semaine, il s'en passe quand même des choses, la Saskatchewan a dévoilé le contenu d'une campagne publicitaire intitulée *The Future Is Wide Open* et visant à... à se vanter, en somme. «*La Saskatchewan est numéro un*», a déclaré le premier ministre Lorne Calvert, ce dont on ne saurait légitimement douter si seulement on savait numéro un de quoi au juste. «*Une attitude négative a des conséquences économiques. Et il est prouvé que le fait de parler de succès et de mettre en relief ses succès conduit à d'autres succès.*»

Là, je suis certain que vous croyez que cela est vrai, mais attention. Voyez plutôt: selon une étude publiée jeudi par des scientifiques de l'université de Glasgow (Ecosse), le fait d'avoir une attitude positive et de préserver sa dureté du mental n'augmente en rien les chances de survie chez les personnes atteintes d'un cancer. «*Nous ne disons pas aux gens de ne pas garder le moral*», a dit le Dr Mark Petticrew, conscient qu'il jette ainsi le légendaire pavé dans la mare de nos bons sentiments, «*mais ils ont aussi le droit d'être en colère, de désespérer, de se sentir misérables et de nier la réalité.*»

Selon le médecin, qui a codirigé une enquête menée auprès de 5000 patients dans sept pays, les cancéreux se sentent souvent obligés par leur entourage de faire preuve de plus de joie de vivre qu'ils n'en peuvent exprimer et considèrent cela comme une forme d'oppression. D'après l'étude, les positifs ont une meilleure qualité de vie que les négatifs, mais ils ne vivent pas plus longtemps.

Tenez, ça me rappelle une autre étude publiée il y a quelques mois, qui montrait que les pessimistes ne meurent pas plus jeunes que les optimistes. Au contraire: constatant que tous les problèmes qu'il envisageait ne se sont pas matérialisés, le pessimiste d'âge avancé a tendance à devenir optimiste et donc à s'arranger pour que ça dure. C'est bien pour dire.

jdion@ledevoir.com

Comme un mardi gras sur la rive gauche

Le trottoir en colère
Les prostituées françaises partent en guerre contre l'interdiction du «racolage passif»CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR

Paris — La rive gauche avait des airs de mardi gras. Aux terrasses des cafés, rue de Tournon, elles prenaient un verre, emmitouflées dans de grands manteaux, un masque blanc cachant leur visage. Au coin du boulevard Saint-Germain, elles s'étaient rassemblées par petits groupes dès 17h. Elles venaient du 16^e arrondissement, du 17^e, du bois de Vincennes et de la rue Saint-Denis. Certaines étaient montées de Toulouse, Marseille, Rennes, Angers, Nantes, Lille et Metz.

Avec un masque d'Halloween, un passe-montagne ou un simple foulard sur le visage, elles se sont dirigées vers le Sénat, où les attendaient des haut-parleurs montés sur un camion et quelques policiers l'air plutôt décontractés.

Mardi dernier se tenait ainsi, à Paris, un des rares rassemblements publics des prostituées françaises depuis la célèbre manifestation de 1975 contre les abus et le racket policiers.

De l'autre côté de la rue, à l'intérieur du palais du Luxembourg, les sénateurs mettaient la dernière main au projet de loi sur la sécurité publique du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Ce projet prévoit des amendes et des peines de prison pour les prostituées comme pour les jeunes qui traînent au bas des cages d'escaliers de leur immeuble et les gits qui campent dans des lieux interdits.

Comme au Canada, la prostitution n'est pas illégale en France. Seul le «racolage actif» est sujet à contravention. Il sera désormais passible de six mois de prison et 11 000 \$ d'amende. Dorénavant, cela comprendra aussi le «racolage passif», un délit qui avait été aboli en 1994 par le gouvernement d'Edouard Balladur. Le projet de loi propose de plus l'expulsion des prostituées étrangères, en situation régulière ou pas, assortie d'une interdiction de séjour définitive.

Et les mômes?

Les prostituées françaises craignent surtout l'arbitraire policier puisqu'elles pourront se retrouver devant un juge à cause d'une minijupe trop courte ou d'un simple décolleté plongeant. «*Vous me voyez en prison? Ils vont faire quoi, mes enfants?*» A 35 ans, Stéphanie a deux enfants. Cette brune énergique travaille dans le 16^e arrondissement. Elle recrute ses clients dans la rue pour les emmener dans son appartement.

«*Je travaille pour mes enfants et leur payer des études, dit-elle. Si on m'arrête, on va me les enlever. Nous, on est fichées à la mondaine depuis des années. On paie des impôts et on n'a rien en retour. On n'est pas "masquées". Ici, on est toutes libres. Pourquoi Sarkozy ne ferme-t-il pas les clubs échangistes, où y a que des bourgeois?*» Stéphanie prétend qu'une partie de sa clientèle est composée d'hommes timides et handicapés. «*Ils ont droit au bonheur, eux aussi. Ils vont faire comment si y a plus de prostituées? Mes clients, ils n'iront pas draguer dans les bars!*»

Un sondage du magazine *Elle* révèle que malgré la popularité évidente de la ligne dure adoptée par Nicolas Sarkozy, 74 % des Français s'opposent à la condamnation des prostituées. La condamnation des clients est aussi rejetée par 59 % des personnes interrogées.

«*Encore un petit métier qui se perd*», dit une pancarte. Les prostituées ne manquent pas d'humour. «*Là-chez-nous la chatte!*», dit une autre. Les jeunes prostituées hésitent souvent à parler. Mais les plus vieilles le font sans hésiter.

«*Je suis crevée, j'ai les enfants cette semaine*», dit Natasha, qui a deux enfants. A 45 ans, cette grande femme mince qui se cache derrière un loup en dentelle



Les prostituées ont manifesté leur mécontentement devant le Sénat français.

n'aime pas les militants de gauche dont les tracts réclament l'abolition de la prostitution. Elle en prend d'ailleurs un à partie.

«*Vous n'y comprenez rien. On n'est pas malheureuses. On n'est pas opprimées. Vous ne pourriez jamais supprimer le désir. Je me donne quand j'ai envie de me donner. Je suis une fille de joie, voilà tout...*»

La Marseillaise

Contrairement aux «filles de l'Est», souvent embrigadées de force et qui travaillent sur les boulevards périphériques, la plupart de celles qui manifestent publiquement sont françaises ou résidentes depuis longtemps. «*Qu'on arrête de faire l'amalgame entre les réseaux et les filles qui travaillent tranquillement*», dit Rachel. Ce travesti, arrivé en France il y a une dizaine d'années, n'aurait probablement pas connu la même liberté dans son petit village d'Italie. «*J'ai toujours cru qu'ici, c'était le pays de la liberté!*»

Un groupe de filles entonne aussitôt *La Marseillaise*. Parmi elles, Julie ne fait pas du tout ses 58 ans derrière ses verres fumés. C'est la boxe française et le tennis qui la gardent jeune, dit-elle. «*On sait bien qu'il y a de l'hypocrisie là-dedans. Moi, je fais mon petit tapin tranquille. Je ne dérange personne.*» Julie a même adopté une fille.

Comme Carole, dont les enfants de trois, huit et onze ans fréquentent l'école privée. Chaque matin, elle dit qu'elle va au «bureau». Le s, c'est un petit studio qu'elle s'est acheté rue Saint-Denis, où elle exerce depuis 15 ans. «*Les riverains nous tolèrent parce qu'on est là depuis toujours. Faut pas nous mélanger avec les réseaux mafieux.*»

Carole peut citer sur le bout des doigts l'article 225 du Code pénal sur le proxénétisme. Elle fait sa déclaration d'impôts chaque année et prend bien soin de cocher la case «profession libérale». «*Si je mets "prostituée", l'État me la retournera... pour ne pas être accusé de proxénétisme.*»

Avec ses camarades de la rue Saint-Denis, elle a

fondé l'association Prestataires sociales indépendantes (PSI). «*Après tout, on est des consommateurs et des électeurs. On veut être respectées.*» Pas malheureuse, Carole? Elle avoue avoir commencé dans le métier par ce qu'elle appelle une «mauvaise rencontre». Mais aujourd'hui, elle dit se prostituer par choix. Du moins pour assurer ses vieux jours...

Sous la photo de Victor Hugo accrochée au fronton du Sénat, une prostituée raconte que Jacques Chirac s'est déjà vanté d'avoir été «dépucelé dans un bordel d'Alger», comme le rapportait le journal *Libération* du 17 février 1995. Toutes les filles éclatent aussitôt de rire.

«*Ce n'est pas à M. Sarkozy d'aménager notre sexualité*», dit Camille Cabral, drapée dans un drapeau français. Ce transsexuel d'origine brésilienne est aussi médecin (spécialisé dans les MTS) et expert auprès de la Commission européenne. Cabral dirige l'association Prévention action santé travail pour les transgenres (PASTT). Comme plusieurs associations de lutte contre le sida, PASTT a subi des coupes de subventions depuis l'élection du nouveau gouvernement.

«*La nouvelle loi française est pire que la loi italienne, dit-il. Elle va à l'encontre de la démocratie. Avec elle, les filles seront de plus en plus clandestines. Les clients vont se cacher et ça fera augmenter le nombre de maladies sexuelles.*»

Pour elle, la chose est jugée d'avance: l'État n'a rien à faire dans sa chambre à coucher. «*Les personnes majeures ont le droit d'avoir l'activité sexuelle qu'elles désirent, qu'elle soit payante ou non. La meilleure façon de protéger les travailleuses du sexe, c'est de légaliser leur activité.*»

«*Sarkozy, gigolo! Tu fais bander les fachos!*», répète un transsexuel dans la vingtaine, le pubis à l'air. Derrière lui, une pancarte proclame: «*Six mois d'emprisonnement pour un sourire.*» Joignant la menace à la parole, les 150 prostituées regroupées dans l'association France Prostitution ont menacé cette semaine de divulguer le nom de nombreux hommes politiques... qui ont été leurs clients.

CHINOIS

SUITE DE LA PAGE B 1

aux côtés du marxisme-léninisme, de la pensée de Mao Zédong et de la théorie de Deng Xiaoping. Si elle y est inscrite sur le même pied que ces autres pans de l'idéologie officielle, Jiang aura trouvé sa niche au panthéon du PCC, estime Sam Noumoff, professeur de science politique à l'université McGill.

Selon cette théorie dite «des trois représentativités», le PCC représente «les forces les plus productives» (dont la nouvelle classe moyenne et le secteur privé), «la culture la plus avancée» et «les intérêts fondamentaux de l'immense majorité du peuple chinois». L'avant-garde «révolutionnaire» ne serait donc plus constituée par les ouvriers, les paysans et les idéologues professionnels.

«*Jiang Zemin a permis au régime de durer après le massacre de la place Tiananmen, en 1989*», signale Fred Bild, professeur de science politique à l'Université de Montréal et ambassadeur du Canada à Pékin de 1990 à 1995. «*Il n'est pas un héros de la révolution comme Deng et ne possède pas non plus le même charisme. Mais il a mené le pays vers une stabilité sans précédent. Il n'a pas exercé le pouvoir en tant que grand timonier ou grand guide mais plutôt de façon collégiale.*», ajoute-t-il.

«*Même s'il est encore tôt pour évaluer cela, il a eu un impact plus grand que ce qu'on lui reconnaît généralement*», estime le professeur Martin Singer, doyen de la faculté des arts et lettres de l'université Concordia. «*Après la crise des événements de Tiananmen, il a géré les transformations rapides et fait entrer la Chine dans le XXI^e siècle. La Chine est aujourd'hui un membre respecté de la communauté internationale.*»

«Derrière le paravent»

Les vieux dirigeants qui se retirent vont-ils continuer à diriger «derrière le paravent», selon une vieille tradition chinoise? «*C'est encore possible. Les Chinois ont du respect pour les vieux. Jiang semble préparer ce genre de situation. Mais ça ne durera pas longtemps car la nouvelle génération de dirigeants comprend des gens qui ont étudié à l'étranger et qui connaissent le système libéral*», affirme Fred Bild.

Jiang a eu l'habileté d'écarter ses rivaux pour conserver le pouvoir en coulisses, selon certains analystes. Dans un numéro récent, le journal *Le Monde* observait ainsi «une vague [récente] de nominations de nouveaux généraux de l'Armée populaire de libération et de secrétaires généraux du parti en province». C'est la première fois que la transition d'une géné-

ration à l'autre se fait véritablement en douceur et sans avoir dû attendre la mort d'un leader.

Le congrès a dû être retardé de plusieurs mois parce que les divers groupes voulaient s'assurer que la nouvelle direction jouirait de l'équilibre nécessaire, fait toutefois observer le professeur Noumoff.

Même s'il est considéré par certains analystes comme le dauphin de Jiang, Hu Jintao doit plutôt son ascension à Deng Xiaoping, le prédécesseur de ce dernier, indique-t-on de façon assez unanime. «*Il est brillant mais modeste. Avant Tiananmen, il était associé au groupe des libéraux. Il est l'un des rares survivants de ce groupe*», signale Fred Bild.

Une ombre — et elle est de taille — plane toutefois sur son tableau personnel: pendant les années où il a gouverné la région autonome du Tibet, il n'a pas hésité à employer la manière forte pour combattre les indépendantistes tibétains.

Le mauvais exemple russe

Les Chinois souhaitent avant tout la stabilité, dit-on souvent. La responsabilité du parti consiste maintenant à améliorer les conditions de vie «sans trop brasser le bateau politique».

Les dirigeants chinois, tout comme leurs administrés, ont devant eux l'exemple du chaos qui s'est installé en Russie après l'effondrement du communisme. Il n'y a donc pas de Gorbatchev en Chine, même si certains parlent de libéralisation graduelle dans divers champs. Ainsi, on procède depuis quelques années, au niveau des villages, à l'expérience d'élections où les candidats ne sont pas nécessairement membres du PCC.

«*Dans la perspective chinoise, il y a toujours eu une idéologie dominante, une idéologie qui a un impact multiple: sur l'économie, sur le politique, sur le social, etc. C'est comme ça depuis des milliers d'années*», rappelle le professeur Martin Singer.

Des dizaines de millions de travailleurs chinois ont perdu leur emploi au cours des dernières années en raison de la restructuration de l'économie, ce qui a occasionné un taux de chômage important malgré une croissance économique soutenue. Un récent rapport de la Banque mondiale prévient que la Chine devra créer 100 millions de nouveaux emplois au cours de la prochaine décennie afin d'absorber les travailleurs mis à pied, les décrocheurs et les ruraux qui affluent vers les grands centres.

Les tensions continueront de croître à mesure que la Chine sera obligée de devenir encore plus concu-

rentielle à titre de membre de l'OMC.

La grogne risque donc de perdurer en raison d'inégalités croissantes entre les classes sociales et entre les régions du pays, mais également à cause d'une trop grande tolérance des autorités à l'endroit des membres du parti qui se rendent coupables de corruption.

«*Le parti a l'intention de garder le monopole du pouvoir. La plupart de ses dirigeants pensent que la modernisation économique ne peut se poursuivre que dans ces conditions*», explique cependant Fred Bild. *De toute façon, il n'est pas permis d'en débattre, et il n'existe pas de solution de rechange à l'heure actuelle.*

Aussi, généralement, les Chinois ont peur du chaos; ils ont peur que des forces sous-jacentes explosent.

«*Il est vrai que depuis les événements de la place Tiananmen, l'idéologie est devenue moins importante aux yeux d'un nombre de plus en plus important de personnes et que la jeunesse chinoise ressemble de plus en plus à celle du reste du monde. Mais historiquement, le multipartisme n'a jamais fonctionné en Chine*», rappelle pour sa part Martin Singer.

Le contact accru avec l'Occident a suscité de nouvelles attentes au sein de la population. L'appareil gouvernemental va tenter d'influer sur ces changements plutôt que d'essayer de les contrôler, estime l'universitaire.

Même si la jeunesse chinoise ressemble de plus en plus à celle du reste du monde, 75 % des 200 millions d'individus et 0,2 millions de moins de 35 ans, et 79 % d'entre eux ont au moins un diplôme d'études secondaires, signalait cette semaine le *New York Times*, citant l'agence Chine Nouvelle. Comme quoi les nouvelles élites voient encore dans le PCC une filière pour leur avancement personnel, à défaut d'un lieu où donner cours à leur idéalisme.

Dans un pays où la nouvelle classe moyenne (et les utilisateurs de téléphones portables!) avoisine les 200 millions d'individus et où 20 millions d'entre eux surfent sur Internet, jusqu'à quel point la théorie «des trois représentativités» de Jiang constitue-t-elle un changement de cap, un renoncement supplémentaire à ce qui reste du socialisme d'antan? Une façon de mesurer cela sera de voir si le parti décide d'admettre en son sein les patrons du secteur privé (l'ancien «ennemi de classe»), comme plusieurs le proposent.

Des dizaines de millions de travailleurs chinois ont perdu leur emploi au cours des dernières années

PERSPECTIVES



Notre-Dame-du-Lac, tout comme Murdochville, a vu son économie péricliter dernièrement.

PRESSE CANADIENNE

Péquistes, libéraux et adéquistes leur font la cour

Le rendez-vous des régions

Elles s'attendent cette fois à davantage que de belles promesses

La décentralisation sera le mot d'ordre du Rendez-vous national des régions, qui aura lieu la semaine prochaine. Si le thème n'est pas nouveau, les régions, cette fois-ci, entendent bien prendre plus de place. Leurs problèmes criants l'exigent.

TOMMY CHOUINARD
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Jamais les régions du Québec n'ont été courtisées avec tant d'ardeur. Jamais elles n'ont fait l'objet d'attention de la part des politiciens. Péquistes, libéraux et adéquistes savent fort bien que la prochaine campagne électorale se jouera dans les régions. Mais les régions ne sont pas dupes. Aussi, s'attendent-elles à davantage que de belles promesses.

Les plus récents événements, comme les départs d'usines à Chambord et à Notre-Dame-du-Lac, forcent un débat sur le développement régional, voire sur la survivance des régions. Comment penser autrement en constatant l'exode des jeunes qui les afflige, le manque de diversification économique, la fermeture des écoles de village, l'échec de la régionalisation de l'immigration et le sort réservé à la localité gaspésienne de Murdochville?

Le Rendez-vous national des régions du gouvernement Landry, qui se tiendra du 12 au 14 novembre à Québec, s'inscrit dans une double réalité: celle des prochaines élections et celle d'un sentiment de morosité en région. Et les participants en sont pleinement conscients. «Comme c'est une année électorale, je pense que les régions deviennent intéressantes pour les partis. C'est une situation idéale pour nous de faire des demandes, qui sont très urgentes, et obtenir une certaine écoute. Le timing est très bien. Mais il faudra faire attention pour ne pas se faire manipuler. On attend des gestes concrets», affirme Robin Bélanger, maire de Fermont. Lors du rendez-vous, ce dernier dirigera la délégation de la Côte-Nord, l'une des 14 délégations régionales composées chacune de 18 membres, des

élus municipaux aux représentants de centres locaux de développement.

La délégation nord-côtère, comme bien d'autres d'ailleurs, entend non seulement préconiser la décentralisation, l'enjeu premier de l'événement, mais aussi obtenir des moyens financiers pour la réaliser. Et ces moyens pourraient bien être inspirés de l'entente de principe conclue entre Québec, Ottawa et les Innus. Ces derniers se font accorder par Québec au moins 3 % des redevances tirées de l'exploitation des ressources naturelles se trouvant sur une partie du territoire de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cette idée fait maintenant son bout de chemin dans toutes les régions, et le Parti libéral la défend depuis deux ans.

Des redevances?

Au Rendez-vous des régions, la délégation menée par Robin Bélanger proposera d'ailleurs la création d'un fonds d'investissement régional provenant de ces redevances. «Comme dans l'entente avec les Innus, le gouvernement devrait aussi redonner aux régions», souligne-t-il. Ça pourrait devenir une source de taxation, de revenus, pour établir une fiscalité territoriale. L'argent pourrait servir à faire de la recherche et du développement, être réinvesti pour favoriser les deuxième et troisième transformations au lieu que les régions-ressources servent toujours à envoyer leurs richesses ailleurs», croit quant à lui Marc-Urbain Proulx, professeur et chercheur au Groupe de recherche en intervention régionale de l'Université de Québec à Chicoutimi.

Il faudra cependant que tous s'entendent sur le bien-fondé de cet octroi de redevances aux régions puisque l'objectif premier de l'événement est de dégager un «consensus». Comme le dit le ministre des Régions, Rémy Trudel, le but est de «convenir, avec les leaders régionaux du plan d'action Québec-régions pour les prochaines années», d'un volet du plan d'action général dévoilé plus tôt cette semaine par le premier ministre Bernard

Landry. Aucun argent neuf n'est cependant prévu, se désole Robin Bélanger.

Parvenir à un consensus, un vrai, basé sur des actions concrètes, risque de ne pas être chose facile. Le cahier des propositions présentées par les délégations, la base même des discussions, contient pas moins de 115 propositions. Elles vont des crédits d'impôt à l'achat d'une maison pour résoudre le problème de l'exode des jeunes à des mesures fiscales visant à encourager la production en région de biens à valeur ajoutée.

Décentralisation

Québec doit cesser de penser qu'il sait nécessairement ce qui est bon pour les régions, disent les représentants locaux.

«Il faudra faire attention pour ne pas se faire manipuler. On attend des gestes concrets.»

Ainsi, pas de prospérité économique sans «une plus grande prise de décision par les régions en ce qui concerne leur développement», croit Michel Belzil, président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM).

Le ministre Rémy Trudel en convient volontiers. «Le grand message lancé par les régions, c'est qu'elles veulent bénéficier de davantage de possibilités de réaliser les décisions au sujet du développement local, en être imputables et avoir une plus grande capacité d'intervention», affirme le ministre.

A ce sujet, bien des idées de décentralisation sont dans l'air. Le gouvernement Landry testera la sienne: créer une chambre des régions, formée d'élus et dotée d'un pouvoir de taxation. «Personne ne veut de nouvelles structures», estime pourtant Jacques Proulx, président de Solidarité rurale. Même le ministre Trudel dit vouloir plus de souplesse et moins de structures, notamment en accordant plus de responsabilités aux MRC. Le président de la FQM avancera quant à lui l'idée de créer une commission parlementaire permanente regroupant des élus locaux qui étudieraient les décisions du gouvernement ayant un impact sur les régions.

Décentraliser, c'est bien beau, mais il faut aussi développer. Les régions veulent maintenant tabler sur leurs forces: les mines en Abitibi, la pêche en Gaspésie, l'aluminium au Saguenay-Lac-Saint-Jean, par exemple. Le principe est simple: développer les deuxième et troisième transformations en région, ce qui manque cruellement à l'heure actuelle. Cette nouvelle orientation a été lancée en juin dernier par le ministre des Régions et la Société générale de financement, qui paraphent des ententes ACCORD (Action concertée de coopération régionale de développement) visant à investir dans des «filiales d'excellence». Les régions en veulent davantage afin de développer une expertise en région, attirer les capitaux, disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et retenir la population. Un pari ambitieux.

Environ 500 personnes débattront de la valeur de ce pari à ExpoCité de Québec la semaine prochaine. L'ampleur de l'événement fait grimper la facture: il coûtera 800 000 \$ aux contribuables, c'est-à-dire 200 000 \$ de plus que les sommets du genre tenus au cours des dernières années. Bref, un événement de grande ampleur dont personne ne sait vraiment si les résultats seront à la hauteur.



Michel David

La guerre des nerfs

L'ancien ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté le disait en parfaite connaissance de cause: «Dans le réseau, il y a un lobby très, très fort, très puissant. Il faut des nerfs d'acier pour y résister.»

Au moment de dresser le bilan de son passage au MSSS dans une entrevue accordée à une collègue du Soleil en avril 1993, M. Côté n'avait pas caché combien il avait trouvé éprouvants ses rapports avec le corps médical. «La partie la plus difficile de mon mandat», avait-il dit.

Il a toujours soutenu avoir décidé seul de battre en retraite, le 12 juin 1991, lorsqu'il a renoncé au projet de loi qui prétendait imposer aux médecins l'obligation de travailler en région, en centre d'accueil ou en CLSC. Personne n'a cependant cru un seul instant que le «beu de Matane», qui avait promis de «tout revirer dans la baraque», aurait accepté de baisser les bras n'eût été d'un ordre de Robert Bourassa.

Pour lui, les conséquences ont été catastrophiques. «J'en ai payé le prix pendant deux ans», confiait-il. Son autorité ministérielle s'est écroulée d'un coup. Tellement qu'il a fini par quitter la scène politique, même s'il n'a jamais cessé de s'activer en coulisse.

M. Côté, qui avait eu l'élégance de rendre hommage à son successeur péquiste, Jean Rochon, a dû avoir une bonne pensée, peut-être même teintée d'envie, pour François Legault, l'été dernier, lorsque celui-ci a fait adopter la loi spéciale visant à forcer les médecins à assurer le maintien des services d'urgence dans toutes les régions, alors que les libéraux de Jean Charest, fidèles à l'esprit capitulaire de 1991, ont voté contre.

La réaction des fédérations de médecins et de certains commentateurs, horrifiés par ces «méthodes dignes de l'URSS», avait fait dire à plusieurs que M. Legault courait lui aussi au suicide politique. Son cas s'était encore aggravé avec l'envoi d'huissiers pour forcer des médecins venant d'aussi loin que Longueuil à se rapporter à l'urgence de l'hôpital de Jonquière ou de Shawinigan. Et pourtant...

La partie est encore loin d'être terminée. Le bras de fer avec les médecins spécialistes, qui risque de perturber sérieusement les hôpitaux à compter de la semaine prochaine, sera très éprouvant pour les nerfs de tout le monde. Il reste que l'entente de principe conclue avec les omnipraticiens, dont les termes font l'objet du projet de loi présenté jeudi à l'Assemblée nationale, est déjà un tour de force.

Contrairement à M. Côté, qui faisait face à un front uni de 16 000 médecins, M. Legault a su manœuvrer de manière à diviser les deux fédérations et, surtout, à isoler les jeunes médecins des plus âgés en éliminant la pénalité de 30 % imposée depuis 1982 aux jeunes médecins qui s'installaient à Montréal, Québec et Sherbrooke, en retard de leur participation aux «activités médicales prioritaires».

L'opinion publique aura du mal à comprendre que les spécialistes subordonnent à d'exorbitantes exigences financières toute discussion sur une meilleure répartition régionale, dont les modalités sont maintenant jugées acceptables par les omnipraticiens.

Si le gouvernement péquiste a une lourde part de responsabilité dans les difficultés que connaît le réseau de la santé, la population va sentir d'instinct que l'État n'a pas les moyens d'augmenter de 500 millions l'enveloppe consentie aux spécialistes. «Assez, c'est assez», déclarait récemment le président de la Fédération des médecins spécialistes, le Dr Yves Dugré. Il ne croyait pas si bien dire.

Les spécialistes ont sans doute des arguments de poids, mais M. Legault a démontré par le passé qu'il n'a pas froid aux yeux. En février 2001, il fallait du nerf à un jeune ministre qui comptait à peine deux ans d'expérience en politique pour défier ouvertement Bernard Landry, qui était déjà le premier ministre virtuel, en exigeant la garantie qu'il aurait bel et bien les 400 millions nécessaires au respect des «contrats de performance» qu'il avait signés avec les universités.

De nombreux observateurs, dont l'auteur de ces lignes, ne donnaient pas cher de sa peau. Ses propres collègues l'avaient déjà jugé très sévèrement pour avoir platement laissé tomber Pauline Marois, qui pensait pouvoir compter sur lui pour faire équipe dans la course à la succession de Lucien Bouchard. M. Legault serait d'ailleurs le premier à avouer que M. Landry l'a roulé comme s'il était un enfant d'école.

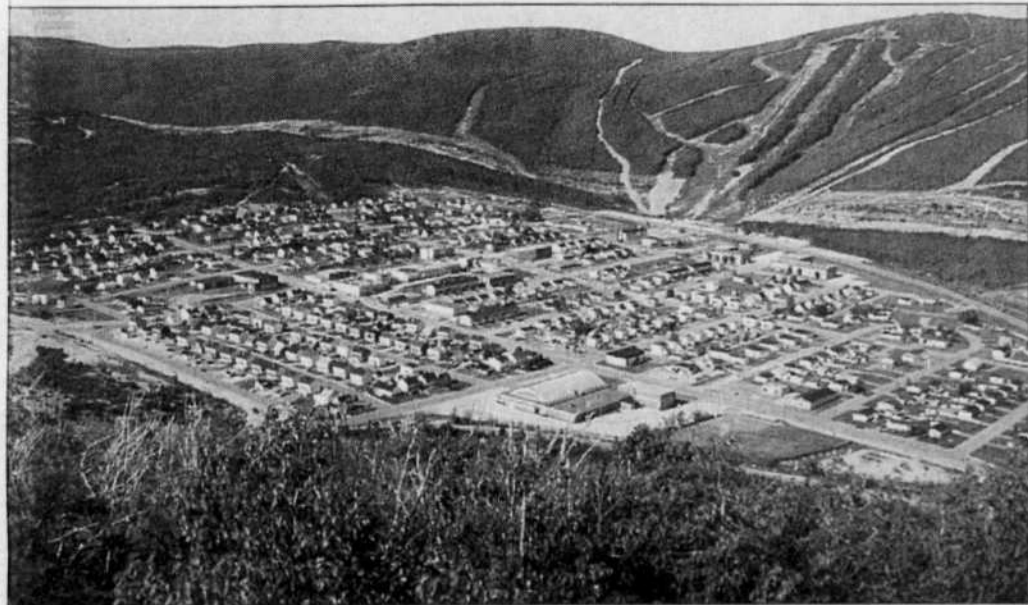
Il faut toutefois lui reconnaître d'avoir su mener à bien tous les dossiers d'importance auxquels il s'est attaqué. À l'Éducation, sa seule véritable déconvenue a été le fait de son mentor, Lucien Bouchard, qui avait ridiculisé, voulant peut-être lui donner une petite leçon de modestie, son projet de réforme du bulletin scolaire.

Ceux qui voient en lui l'animateur d'un courant de droite qui menace de pervertir le PQ auront bien du mal à en voir la manifestation dans le projet de loi qu'il a présenté jeudi. Quoi de plus concrètement social-démocrate que de forcer l'ensemble des médecins à contribuer au maintien des services d'urgence et de s'assurer que des soins soient disponibles dans toutes les régions?

Depuis Marc-Yvan Côté, M. Legault est le premier à oser remettre en question le pouvoir d'auto-assignation que les médecins se sont octroyé. Peut-être fallait-il un homme d'affaires pour décider que l'offre devait répondre à la demande plutôt que de la créer, mais la bonne conscience péquiste devrait certainement y trouver son compte.

Le gouvernement Landry mise beaucoup sur le Rendez-vous des régions de la semaine prochaine. Si la loi 142 atteint ses objectifs, c'est pourtant elle qui risque d'avoir le plus de poids dans le bilan que les électeurs des régions dresseront des huit ans de régime péquiste.

mdavid@ledevoir.com



Murdochville tente de se sortir du marasme.

ARCHIVES LE DEVOIR

É D I T O R I A L

Réforme
courageuse

Le ministre de la Santé, François Legault, entend faire adopter avant les Fêtes le projet de loi 142 qui créera des plans régionaux d'effectifs médicaux et obligera tous les omnipraticiens à faire quelques heures d'activités médicales prioritaires dans leur milieu chaque semaine. Les omnipraticiens se disent prêts à jouer le jeu, mais les spécialistes préparent la guerre. Une guerre à éviter!

Au cœur de l'été dernier, au moment d'adopter la loi 124 destinée à garder les urgences ouvertes en tout temps, le ministre François Legault avait promis une petite révolution dans le milieu médical. L'idée d'un contrat de services obligatoire liant chaque médecin à une institution a été vertement critiquée par les médecins, qui ont parlé de «conscriptio», puis a été abandonnée en cours de négociation au profit d'une formule moins rigide, contenue dans le projet de loi rendu public cette semaine.

Ainsi, dès l'adoption de la loi, chaque région de la santé sera appelée à élaborer son plan d'effectifs médicaux, fixant le nombre d'omnipraticiens nécessaire pour rendre les services à la population. Ce faisant, on lancera un message clair aux nouveaux médecins qui sauront où ils peuvent songer à s'établir, que ce soit en institution ou en cabinet privé. Ceux qui choisiront de s'installer quand même dans une ville déjà bien desservie subiront une pénalité salariale de 30 %.

Autre changement important — et fort bienvenu —, tous les omnipraticiens devront désormais consacrer quelques heures par semaine à des activités prioritaires. On pense, par exemple, aux soins d'urgence en centres de soins de longue durée ou à domicile auprès des clientèles plus vulnérables. Jusqu'ici, cette obligation était réservée à ceux qui avaient moins de dix années de pratique.

Les représentants des omnipraticiens acceptent les grandes lignes de ces nouvelles normes. Ils ont compris que le temps est venu de régler ces problèmes chroniques de répartition des effectifs et d'offre de services prioritaires. Devant l'importance des enjeux et la détermination du ministre à trouver des solutions durables, ils ont

préférez négocier les modalités d'application de la nouvelle formule au lieu de s'y objecter purement et simplement. En échange, ils ont obtenu le retrait de la pénalité de 30 % imposée aux médecins comptant moins de trois ans d'exercice installés hors des régions éloignées, ainsi que le relèvement salarial de certaines tâches comme le travail à l'urgence, qui sera désormais rétribué 17 % plus cher.

Là où le bât blesse, c'est du côté des médecins spécialistes, qui ont quitté la table de négociations et s'apprentent à entreprendre une guerre à finir avec le gouvernement. Les spécialistes rejettent l'idée d'une pénalité financière pour ceux qui trouveraient le moyen de s'installer dans une région malgré le plan d'effectifs établi par la région de l'endroit. On pense par exemple à un spécialiste embauché par le conseil d'administration d'un hôpital au delà des effectifs autorisés par le plan régional.

Les spécialistes refusent aussi de se faire imposer, par les futurs départements régionaux de médecine spécialisée (créés par la loi 142), l'obligation d'assurer des soins, ou une garde de fin de semaine par exemple, dans une autre institution de leur région que celle où ils ont été embauchés. Pourtant, il n'y a là rien d'excessif, au contraire. Finalement, ils exigent que Québec comble rapidement l'écart salarial qui les sépare de leurs homologues canadiens. À l'heure actuelle, un spécialiste gagne autour de 300 000 \$ au Québec mais plus de 400 000 \$ en Ontario et encore davantage aux États-Unis. Le ministre Legault se dit prêt à certaines corrections mineures mais refuse de revoir l'ensemble de la rémunération et d'engager un demi-milliard de plus par année au seul poste de la rémunération des 7200 spécialistes.

Mercredi prochain, le syndicat des spécialistes tiendra une journée d'étude, journée de grève en fait, pour faire pression sur le gouvernement. Si on peut comprendre leur frustration, on ne peut certainement pas appuyer le geste.

Le système médical québécois a besoin de plus de cohérence, et c'est ce à quoi le ministre François Legault s'attaque avec courage. Comme l'entente sur le point d'intervenir avec les omnipraticiens le prouve, des solutions existent qui permettront de concilier l'amélioration des conditions de pratique des médecins et la qualité des services offerts à la population. Les représentants des spécialistes doivent comprendre qu'ils ont eux-mêmes tout intérêt à s'asseoir avec le ministre Legault pour trouver un terrain d'entente. Ils n'obtiendront pas les augmentations salariales faramineuses dont ils rêvent, mais ils n'y perdront rien au change si l'organisation et la qualité des soins s'en trouvent améliorées partout sur le territoire québécois.

jrsansfacon@ledevoir.ca

Un premier pas

La loterie vidéo est devenue un véritable fleau au Québec. En trop grand nombre et trop facilement accessibles, ces appareils ont aggravé les problèmes liés au jeu compulsif. À la demande du gouvernement, Loto-Québec s'attaque au problème dans son plan d'action 2003-06. Enfin!, dirions-nous.

Lorsqu'il avait confié à Loto-Québec, en 1993, l'exploitation des appareils de loterie vidéo, le gouvernement était animé des meilleures intentions. Il s'agissait de retirer au monde interlope le contrôle d'un phénomène nouveau. Si l'État y a mis bon ordre, il reste que le phénomène s'est installé à demeure. Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire de se rendre au casino pour jouer, le casino étant présent à 3180 endroits différents.

Loto-Québec aurait pu tourner autour du problème en se contentant d'adopter des mesures d'encadrement. Il faut lui reconnaître d'avoir eu l'audace de miser sur la seule mesure efficace, soit la réduction de l'offre de jeux vidéo. Ainsi, le nombre d'établissements exploitant des appareils sera ramené à 1861. L'effort de réduction portera surtout dans les régions où le problème posé par le jeu est plus aigu en raison de taux de chômage plus élevés. On reconnaît qu'il y a un lien entre jeu et pauvreté. Loto-Québec devrait aussi accepter que le phénomène n'est pas limité aux régions. De la pauvreté, il y en a aussi à Montréal, où un effort doit être fait.

Certains ne manqueront pas de demander pourquoi Loto-Québec ne réduit pas encore davantage l'offre de ce jeu. On comprend vite pourquoi lorsqu'on sait que la loterie vidéo rapporte 691 millions à l'État par année. Difficile pour un gouvernement qui n'a pas de marge de manœuvre de se passer de tels revenus. Il serait toutefois sage pour la ministre des Finances de ne pas répondre non de façon définitive à cette question. Si, au terme de la première année de ce plan d'action, les résultats attendus ne sont pas au rendez-vous, elle pourrait devoir accepter de se priver d'une partie de ces revenus afin que ce fleau soit réglé, si jamais cela était possible.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS



L E T T R E S

Oui aux aires protégées

Je viens de lire le cahier *Biologie* de l'édition de fin de semaine. S'y trouve entre autres un court article sur la décision de l'Association des biologistes du Québec de me reconnaître avec le titre de membre honoraire. Le dernier paragraphe de cet article est à n'y rien comprendre.

Mme Fournier m'attribue ici une critique de la Stratégie québécoise sur les aires protégées; apparemment, je ne voudrais pas d'aires protégées, ni en milieu terrestre (je «conteste les actions sur [ces] aires protégées» et je «délore qu'une partie du territoire soit utilisée à des fins de conservation de la faune et de la flore»), ni en milieu marin (parce qu'une telle désignation «pourrait légitimer l'exploitation abusive des ressources en milieu non protégé»). Je n'essaierai pas de corriger les textes de Mme Fournier, qui vont presque dans le sens contraire de ma pensée et de mon action, mais j'aimerais préciser ma position puisque ce qui m'est attribué est tellement en contradiction avec les orientations de ma carrière que cela pourrait nuire à ma crédibilité et au moins semer une confusion inutile.

Par le truchement du groupe que je préside, l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), je fais la promotion

d'aires protégées au Québec depuis plus de 20 ans, sans le moindre bémol. Je fais également la promotion du développement durable du territoire non protégé, qu'il soit forestier, agricole ou marin; par ceci, je désigne l'utilisation de pratiques d'exploitation qui permettent la pérennité de la ressource et des écosystèmes qui la recèlent. La gestion du territoire doit comporter les deux, et le gouvernement du Québec a tout récemment commencé à montrer qu'il comprend l'importance de ces deux composantes d'un territoire ayant un avenir: des territoires sous exploitation non abusive et des aires protégées qui peuvent servir de témoins pour ce développement sur le reste du territoire.

Harvey Mead
Président de l'Union québécoise
pour la conservation de la nature (UQCN)
Le 8 novembre 2002

La beauté a-t-elle un sens?

On devrait pouvoir dire: «La beauté a un nom, ma ville». Et qu'on le veuille ou non, la beauté exercera toujours un pouvoir immense sur nos esprits, notre imaginaire et même nos corps. De plus, chez nous, nous avons quatre saisons; chacune ne nous livre-t-elle pas des attraits qui devraient nous émouvoir si nous voulions bien nous accorder à son

rythme personnel? Parfois, on a l'impression que deux saisons dominent notre petit monde: la saison estivale et la fameuse saison des «igloos», des «Tempo».

Dès les premiers jours d'octobre, période où la nature déploie ses richesses de couleurs, ses feuillages inédits, plusieurs proprios affolés par l'annonce de quelques flocons de neige s'empressent d'élever les structures des garages hivernaux. Et jour après jour, les toiles gris sale s'étirent. Qui sait, demain la neige? Ne serait-il pas plus sage justement de marcher au rythme de notre si bel automne avant de brouiller pour six mois et plus des paysages grandioses qui semblent désirer d'adoucir nos regrets de la saison lumineuse toujours longuement attendue mais hélas si brève?

Avec raison, beaucoup redoutent la saison froide, mais pourquoi étaler si facilement et si prématurément notre pessimisme devant le «méchant» hiver qui réussit tout de même à captiver les amoureux de la neige et de ses plaisirs. Pourquoi ne pas nous laisser bercer plutôt par la magie d'une saison aux coloris si diversifiés qui ont de quoi nous surprendre à chaque année? On oublie trop que notre Terre, notre habitat, est dotée d'une âme bien vivante. Il s'agit de voir, d'écouter.

Christianne Ethier
Montréal, le 22 octobre 2002

REVUE DE PRESSE

La frontière de l'«excès sécuritaire»

Antoine Robitaille

La frontière canado-américaine, naguère une des plus poreuses au monde, ressemble de plus en plus, depuis le 11 septembre 2001, à ces autres frontières, où le franchir parfois en des contrées éloignées, où règnent l'arbitraire et l'incertitude.

Prenez Michel Jalbert, emprisonné depuis un mois dans le Maine sous le coup de trois accusations parce qu'il a traversé la frontière près de Pôhénégamook pour aller faire le plein d'essence. Hier, le *Globe and Mail* s'attardait à cette incroyable histoire. D'abord, il soulignait que l'homme a beau avoir un casier judiciaire et qu'il est probablement vrai qu'un fusil de chasse se trouvait dans sa voiture, il faut néanmoins savoir, insiste le *Globe*, que la ligne de démarcation entre les États-Unis et le Canada à cet endroit précède le poste-frontière! Cette ligne est donc, d'une certaine façon, «invisible». Et la station-service se trouve justement au delà de cette ligne. Le *Globe* trouve que les Américains exagèrent: le sort réservé à M. Jalbert est «excessivement dur», estime-t-on. Il aurait suffi qu'on saisisse sa voiture: c'est la façon dont on traitait ces cas auparavant. «Passé la frontière américaine, il n'y a que de la forêt sur 150 kilomètres. Personne n'a prouvé que M. Jalbert se rendait à tout autre endroit qu'au poste d'essence.»

Dans cette réaction excessive, le *Globe* voit un «signe des temps». Certes, il y a eu violation de la frontière. Mais le fait que des citoyens prennent ce type de liberté, laisse entendre le *Globe*, prouve que «nos pays se ressemblent, se comprennent» et prouvent d'une «relation de confiance». Certes, M. Jalbert a fait une erreur, mais la façon dont on lui a signifié «suscite des terreurs inutiles».

Dans le *Chronicle Herald* d'Halifax, on dénonçait hier le traitement que les Américains réservent depuis deux mois, à la frontière, à «tous ces Canadiens nés en Iran, en Irak, en Libye et en Syrie». On les photographie. Ils sont interrogés. On prend leurs empreintes digitales. «C'est ce qu'on appelle de la discrimination, purement et simplement», écrit le *Chronicle Herald*. Pourtant, le Cana-

da l'a un peu cherché, ajoute-t-il. En effet, pendant des années, il n'a pas fait un travail de sélection sérieux des visiteurs. «Si nous ne mettons pas notre propre maison en ordre, ce sont les Américains qui le feront pour nous à la frontière, de façon grossière et brusque. Tout ce que les Américains désirent, c'est arrêter les pommes pourries avant qu'elles n'atteignent la Grosse Pomme [Big Apple, évidemment, c'est New York].»

Dans le même journal, Jim Meek se penchait sur les cas de harcèlement des «Canadiens non blancs» à la frontière américaine. Les célébrités n'y échappent pas, dit-il, car l'écrivain canadien d'origine indienne Rohinton Mistry a décidé d'annuler la tournée de promotion de son livre aux États-Unis parce qu'il ne pouvait plus supporter «l'humiliation» des «ethnic profilings», c'est-à-dire le contrôle des voyageurs selon leur faciès.

Toutefois, Meek prétend que le ministre fédéral de l'Énergie, Herb Dhalilal, lui aussi d'origine indienne, est allé trop loin dans sa dénonciation de l'attitude américaine à la frontière en affirmant que c'était là «la face hideuse des États-Unis». Dhalilal aurait aussi dit: «Pour un pays qui plaide en faveur des droits humains et de la démocratie, [ce traitement réservé à des citoyens canadiens] est totalement scandaleux.»

Au dire de Meek, c'étaient là des propos «non diplomatiques» qui révèlent «un antiaméricanisme canadien hideux, plus viscéral que réfléchi». Selon Meek, il est facile de traiter les autres — et surtout les Américains — d'être antidémocratiques et de violer les droits et libertés. Mais il ne faut pas connaître sa propre histoire pour affirmer cela, dit-il. «Comparez avec 1970», lance-t-il, où le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, avait vraiment suspendu la déclaration des droits lors des arrestations et «envoyé les tanks dans les rues de Montréal». Or le terrorisme était alors limité. Et il est maintenant démontré, écrit Meek, que Trudeau savait que les «risques de propagation du terrorisme étaient à peu près nuls au Québec».

Bref, Trudeau a fait bien pire que Bush, sans compter qu'il était aux prises avec une «mini-crise» qui ne se compare nullement avec celle

qui perdure aux États-Unis depuis septembre 2001. Certes, il est choquant de voir ce qui arrive à Rohinton Mistry et à d'autres Canadiens, dit Meek, mais la plupart des excès peuvent être mis sur le compte de l'incompétence et, suggère-t-il, d'une inquiétude légitime.

L'idée de séparatisme revient en Alberta, apparaît-on dans le *Medicine Hat News* (MHN) lundi. Selon un récent sondage, en effet, près de 20 % des Albertains appuieraient un projet sécessionniste si l'accord de Kyoto était ratifié. Mais le MHN n'est pas d'accord: «L'idée d'un pays nommé Alberta est aussi absurde qu'irréaliste. Le climat politique qu'il pourrait susciter empestait autant que tout gaz à effet de serre.» Le MHN estime qu'au moins, le Québec «avait un argument culturel solide» pour revendiquer la souveraineté. Mais qu'est-ce que cette idée a apporté à cette province? «Des torts irréparables à l'économie, des tensions sociales accrues et la propagation, dans le reste du pays, d'une fatigue totale à propos de cette question. Des années après le funeste référendum, le Québec n'a jamais été capable de se débarrasser de sa réputation de province qui ne fait pas de compromis avec le reste du pays et le fédéral. Il ne s'en est jamais remis.» Bref, dit le MHN, c'est une idée qui a coûté cher.

Le *National Post* affirmait hier qu'on peut déjà dire que la commission Romanow sur le système de santé canadien, qui doit remettre son rapport le mois prochain, a été une pure perte de temps. La création de cette commission constituait au moins un aveu, de la part du gouvernement fédéral, que «le système de santé public est mal en point et a besoin de réparations au plus vite». Mais la commission Romanow, selon le *Post*, débouche sur «la vieille idée» selon laquelle il faut «investir encore plus d'argent dans le système». Pour le *Post*, de profondes réformes étaient nécessaires et devront attendre, réformes «qui auraient dû inclure, entre autres, un accroissement du rôle du privé dans le système pour permettre la mise sur pied de services plus efficaces».

La presse



du Canada

IDÉES

Souverainistes, que faire?

Rompre
avec l'obsession référendaire

Pas de référendum au cours du prochain mandat mais un plan d'action gouvernemental pour préparer le Québec à la souveraineté

MICHEL VENNE

Ce texte est un extrait de *Souverainistes, que faire?*, un essai de notre collaborateur Michel Venne qui paraîtra chez VLB éditeur le 12 novembre.

Il devra y avoir un moment solennel à l'occasion duquel le premier ministre du Québec rendra publique la nouvelle démarche proposée par son parti et son gouvernement pour conduire le Québec à la souveraineté.

Le premier ministre devra d'abord justifier l'adoption de cette stratégie. La souveraineté est bonne en soi, dira-t-il. Aucune autre proposition n'est aussi intéressante pour le Québec. Mais, ajoutera le chef du gouvernement, [...] l'indécision des Québécois à ce sujet nuit au Québec. Cette ambivalence a engendré une incertitude qui affaiblit la capacité d'initiative et l'influence du Québec dans ses rapports avec le reste du Canada mais surtout à l'échelle internationale. Il est temps de mettre fin à cette incertitude.

Certains affirment que le gouvernement et le Parti québécois doivent tenir compte du résultat du dernier référendum et donc abandonner le projet moderne et puissant de faire du Québec un pays puisque la majorité des électeurs l'ont rejeté en 1995. Le leçon du dernier référendum est tout autre, à mon avis. L'évolution des Québécois va dans le sens de l'acquisition, pour leur nation, d'une autonomie toujours plus grande. En 1995, une proportion d'électeurs plus élevée que jamais a voté en faveur de la souveraineté du Québec. L'appui formel au projet a augmenté constamment au cours des 40 dernières années et s'est stabilisé au niveau de 40 % depuis environ sept ans. Abandonner le projet serait aller à l'encontre d'une tendance historique et à l'encontre des intérêts des Québécois.

La façon appropriée de mettre fin à l'incertitude constitutionnelle n'est donc pas d'abandonner le projet d'indépendance ou de le reporter indéfiniment. C'est plutôt d'employer les moyens nécessaires pour le réaliser dans les meilleurs délais, au terme d'un processus transparent et bien planifié. Il s'agit de se donner un cadre qui permettra aux Québécois de prendre une décision éclairée dans quelques années. [...]

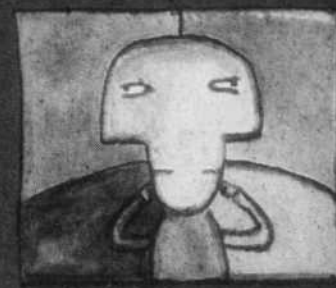
Mais ce n'est pas tout d'être convaincu, comme l'est le gouvernement, de la valeur de cette option. La décision de faire du Québec un pays est si importante qu'il a été convenu depuis longtemps qu'elle devait être prise par la population lors d'un référendum. Le gouvernement, l'Assemblée nationale et le peuple doivent être d'accord. Or, pourra constater le premier ministre, la population n'est pas prête à se prononcer sur le sujet. [...] Le moment est venu, toutefois, de proposer un processus ordonné et méthodique qui conduira le Québec, d'ici quelques années, à un référendum décisif. Il n'est pas question de perdre ce référendum; c'est pourquoi il faut commencer dès maintenant à le préparer. [...]

Parce qu'il faut du temps et que le Québec ne peut se permettre de rater son prochain rendez-vous avec l'histoire, il est évident qu'il ne peut y avoir de référendum au cours du prochain mandat d'un gouvernement du Parti québécois.

Il y a déjà cinq ans que le premier ministre britannique Tony Blair a déclenché en Grande-Bretagne son plan d'action en vue de l'adoption de la monnaie européenne. En 1995, au Québec, le gouvernement Parizeau s'était laissé à peine un an après son élection pour préparer le référendum. Mais de 1990 à 1994, soit pendant les quatre années précédentes, le débat constitutionnel avait dominé la vie politique québécoise. L'échec de l'accord du lac Meech avait entraîné la



MICHEL VENNE

Souverainistes,
que faire?

vlb éditeur

formation de la commission Bélanger-Campeau, et des études sur les conséquences de la souveraineté du Québec avaient été commandées. C'est dire que le dernier référendum a été précédé d'une période préparatoire, ou d'un cycle politique, pour reprendre l'expression de Jean-François Lisée, d'au moins cinq ans. Il faut sans doute envisager une période au moins aussi longue, à partir de l'annonce de cette nouvelle démarche, avant de tenir un autre référendum. [...]

Ainsi, s'il est élu lors des prochaines élections, le gouvernement devrait s'engager à ne pas prendre l'initiative de déclencher un référendum sur la souveraineté du Québec au cours du prochain mandat. Par contre, puisque l'accession du Québec à la souveraineté fait l'objet de l'article premier du programme du Parti québécois, le gouvernement aura toute légitimité — il en aura même l'obligation morale — d'utiliser les fonds publics, les moyens et les attributs de l'État pour préparer avec minutie le prochain référendum.

La population aura cependant la garantie qu'il n'y aura aucun référendum inopiné avant les prochaines élections générales. Pour avoir le droit de déclencher un référendum, le Parti québécois devra, selon moi, en obtenir le mandat explicite lors d'élections générales subséquentes. L'accession à la souveraineté ne sera pas provoquée comme une révolution ou un coup d'État. Le gouvernement déterminera une série de buts, une suite d'étapes à franchir avant d'appeler la population à se prononcer. Il rendra publics un plan de préparation au changement et un calendrier détaillé. Il informera la population des progrès de la démarche et l'invitera à y participer.

Il y a donc trois volets à ma proposition: 1- le gouvernement s'engage à ne pas prendre l'initiative de déclencher un référendum au cours du prochain mandat; 2- il s'engage par contre à mettre en œuvre une démarche préparatoire de la souveraineté; 3- le prochain référendum ne pourra avoir lieu que si le

Parti québécois en obtient le mandat explicite à l'occasion d'élections générales ultérieures.

Un plan d'action pour la souveraineté

[...] Le Parti québécois doit, dans un premier temps, obtenir des urnes, lors des prochaines élections générales, le mandat de préparer la réforme, d'évaluer toutes les conséquences de la souveraineté, de manière à bien y préparer le Québec, le cas échéant. Sans entrer dans les détails, ce plan pourrait prévoir la nomination d'un ministre responsable et la création d'un secrétariat. Celui-ci devrait coordonner les travaux d'évaluation, d'étude et de préparation de la souveraineté de l'ensemble du gouvernement. Un fonctionnaire serait responsable du dossier dans chaque ministère.

On pourrait former des groupes de travail sectoriels, à l'échelle nationale et à l'échelle régionale. On devra consulter la société civile au cours du processus. Le plan pourrait prévoir la préparation d'une constitution du Québec et de tous les projets de loi utiles qui permettraient d'assurer une transition harmonieuse. [...]

Durant cette période, le gouvernement pourrait déjà prendre des décisions qui rapprochent le Québec de la souveraineté ou accroissent son autonomie. Le Québec devrait occuper au maximum ses champs de compétence. Par exemple, rien, sauf les moyens financiers, n'empêche le gouvernement d'élargir son réseau de représentations à l'étranger, d'ouvrir un bureau à Washington et aux Nations unies, à New York, pour informer l'opinion mondiale de la démarche québécoise. [...]

En parallèle, un gouvernement du Parti québécois adopterait et appliquerait des réformes sociales et économiques de nature à rendre la société québécoise plus libre, plus responsable, plus solidaire, plus démocratique, plus confiante, consciente de son identité nationale et convaincue de la nécessité de fonder l'appartenance au Québec sur une citoyenneté moderne. [...]

Une fois la réforme bien préparée, une fois que le gouvernement s'estimerait prêt à la réaliser, donc à faire la souveraineté du Québec, il fera rapport à la population. Dès lors, il pourra demander, lors d'élections générales, que la population lui confie le mandat d'organiser une consultation populaire sur le sujet.

Il s'agit certes d'une nouvelle forme d'étapisme. Il est impossible d'y arriver autrement. Même Jacques Parizeau avait défini des étapes, ses trois périodes, menant au référendum de 1995. [...]

Lors du conseil national du Parti québécois de septembre 2002, le premier ministre Bernard Landry a déclaré qu'il serait heureux de tenir un référendum si la mobilisation des militants est au rendez-vous. La meilleure façon de vérifier si la mobilisation est au rendez-vous est de gagner des élections qui portent spécifiquement sur l'enjeu de la souveraineté. S'il perd les élections, c'est qu'il aurait aussi perdu le référendum.

Il y aurait une autre façon de vérifier l'état de la mobilisation. Ce serait de permettre à des citoyens de réclamer la tenue d'un référendum sur la souveraineté, dans le cadre d'une loi sur l'initiative populaire, en recueillant sur une pétition 500 000 signatures ou plus. [...]

En adoptant une stratégie comme celle que je propose, le gouvernement respecte le souhait des électeurs de ne pas avoir de référendum à court terme tout en proposant aux souverainistes des moyens concrets pour faire progresser leur option en dépit de ce moratoire. [...]

Le gouvernement agit de façon responsable et prudente, mais il agit. C'est en marchant qu'on prend le mouvement.

Il s'agit certes
d'une
nouvelle
forme
d'étapisme.
Il est
impossible
d'y arriver
autrement.

Enseignement collégial

Pour que le déclic se fasse

PHILIPPE MOTTET

Professeur de lettres
au collège François-Xavier-Garneau

On parle beaucoup, quand il est question de la formation générale au collégial, du niveau trop élevé des cours de français et de philosophie de première session. Les élèves arriveraient du secondaire mal préparés, ce qui conduirait les profs à une impasse: leur faut-il abaisser la barre ou maintenir la cadence? Se montrer conciliants, puisqu'ils doivent produire un certain nombre de diplômés — en vérité, on appelle ça des quotas de production; pourquoi ne pas appeler les choses par leur nom? —, ou demeurer exigeants, quittes à se faire semoncer par les supérieurs?

Ce sont certes là des questions importantes, qu'il faut regarder bien en face car elles réfèrent sans l'ombre d'un doute à une réalité difficile pour ceux qui œuvrent sur le terrain. Mais à mon sens, de pareilles interrogations, qui portent sur les conséquences d'un problème bien plus ancien, bien plus profond, retardent le véritable débat.

Personnellement, j'éprouve de plus en plus l'impression, très nette, que l'essentiel de mon travail de prof de français consiste à éveiller le goût pour la lecture et pour la vie de l'esprit. La majeure partie de mes énergies, en tout cas, c'est indubitable, est consacrée à (je n'aime pas l'expression mais je vais l'utiliser quand même car tous me comprendront) vendre la littérature et la langue française. Susciter l'intérêt des élèves, le conserver 60 heures, faire en sorte que par la suite ils sauront s'intéresser d'eux-

mêmes aux lettres (mais également aux arts en général, à l'histoire, à la culture), leur donner, bref, un outil pour qu'ils continuent d'apprendre tout au long de leur vie, voilà ma tâche.

J'aurais pu sombrer totalement s'il n'y avait eu en moi une curiosité intellectuelle, d'origine familiale, qui m'a plutôt fait replonger dans les études, après décrochage en règle, au début de la vingtaine. Or cette curiosité, l'école secondaire l'avait presque étouffée, éteinte. J'étais dans cette situation presque désespérée que décrit Marcel Proust dans *Sur la lecture*.

«La lecture est au seuil de la vie de l'esprit; elle peut nous y introduire: elle ne la constitue pas. Il est cependant certains cas [...] de dépression spirituelle où la lecture peut devenir une sorte de discipline curative et être chargée, par des incitations répétées, de réintroduire perpétuellement un esprit paresseux dans la vie de l'esprit. [...]

«On sait que, dans certaines affections du système nerveux, le malade, sans qu'aucun des organes ne soit lui-même atteint, est enlisé dans une sorte d'impossibilité de vouloir, comme dans une ornière profonde d'où il ne peut se tirer seul, et où il finirait par dépérir, si une main puissante et secourable ne lui était tendue. Son cerveau, ses jambes, ses poumons, son estomac, sont intacts. Il n'a aucune incapacité réelle de travailler, de marcher, de s'exposer au froid, de manger. Mais ces différents actes, qu'il serait très capable d'accomplir, il est incapable de les vouloir. Et une déchéance organique qui finirait par devenir l'équivalent des maladies qu'il n'a pas serait la conséquence irrémédiable de l'inertie de sa volonté, si l'impulsion qu'il ne peut trouver en lui-même ne lui venait de dehors, d'un médecin qui voudra pour lui, jusqu'au jour où seront peu à peu réédifiés ses divers vouloir organiques.

Or il existe certains esprits qu'on pourrait comparer à ces malades et qu'une sorte de paresse ou de frivolité empêche de descendre spontanément dans les régions profondes de soi-même où commence la vie véritable de l'esprit. Ce n'est pas qu'une fois qu'on les y a conduits ils ne soient pas capables d'y découvrir et d'y exploiter de véritables richesses, mais, sans cette intervention étrangère, ils vivent à la surface dans un perpétuel oubli d'eux-mêmes. Ce diagnostic médical me paraît refléter avec beaucoup de justesse l'état d'esprit de bien des jeunes — je ne dirais pas de la plupart mais de beaucoup — qui s'engagent sans conviction dans les études collégiales. Certains profs, poursuivant un objectif semblable à ce que propose Proust ici, en arrivent parfois à trop vouloir pour certains de leurs élèves et gardent d'un cours, d'un trimestre entier, l'amer sentiment qu'ils se sont dépensés en pure perte; ça m'est arrivé.

En fait, on ne sait jamais à quel moment, par quelle parole ni au moyen de quelle lecture on a pu déclencher quelque chose dans l'esprit d'un élève, mais cela demeure une préoccupation constante et, je le répète, l'essentiel de l'effort des profs. Ce que nous savons cependant, c'est que les jeunes ont les forces nécessaires (et bien plus) pour accomplir ce qu'on exige d'eux — sans toujours avoir ce «vouloir organique» essentiel, qu'une mauvaise formation ne favorise pas.

Un professeur que j'ai eu au cégep, l'un des rares pour qui je conserve de l'estime et de l'amitié, m'avait choqué en me confiant qu'«au cégep, c'est déjà trop tard [pour éveiller l'esprit]».

Je lutte contre cette vérité chaque jour de ma vie où je me rends au travail.



Gil Courtemanche

L'arrogance
des médecins

À l'instar de presque tous les Québécois et d'une majorité de commentateurs, j'ai toujours hésité à critiquer les médecins. Il y a d'abord la complexité du dossier mais surtout une sorte d'admiration mythique pour ces gens qui sauvent des vies, de telle sorte qu'il est difficile de conclure de vant leurs revendications répétées qu'ils se conduisent souvent comme de simples commerçants qui veulent augmenter une marge de profit déjà plus que respectable et que, pour y parvenir, ils sont prêts à recourir au chantage et à la pire des propagandes.

Le chantage, c'est la menace permanente du départ vers les États-Unis ou le Canada anglais, chantage qui ne s'est jamais concrétisé dans les faits. A la fin des années 60 et au début des années 70, les collèges de médecins, appuyés par les millions de dollars fournis par l'American Medical Association, ont mené une lutte de propagande contre l'assurance-hospitalisation et l'assurance-santé, médecine socialiste comparable à celle des bolcheviques.

La propagande, quant à elle, a toujours été constante: «Dans les conditions actuelles, nous ne pouvons assurer des soins de qualité, et le système met la santé publique en danger», dit-on à chaque négociation salariale, même si, depuis 30 ans, la performance du système public, malgré des problèmes indéniables, n'a fait que des progrès. Le dernier message télévisé de la Fédération des médecins spécialistes, qui nous montre ce malade perfusé, anonyme dans la foule, marchant inexorablement vers une mort implicite, démontre une absence de responsabilité civique proprement scandaleuse. Encore une fois, ces gens nous disent implicitement qu'ils se situent en dehors des normes que la société accepte. Ce sont des dieux.

«Quand un enseignant sort de l'université, il pose sa candidature dans une commission scolaire. Il soumet ses notes et espère qu'on lui trouve un emploi qui ne soit pas très loin de chez lui. Il fait de la suppléance, remplit des tâches dans lesquelles il n'est pas spécialiste, travaille dans des milieux défavorisés. On pourrait dire la même chose de tous les métiers pratiqués au Québec, sauf deux: les avocats et les médecins. Les avocats ne gueulent jamais à propos de leur salaire, sauf s'ils sont procureurs de la Couronne. Ils prennent le risque d'aller généralement en pratique privée et de gagner de l'argent en observant les lois du commerce ignoble qui sont les leurs. Tant pis s'ils ne réussissent pas. C'est pour cela qu'il existe des avocats très riches et des avocats très peu riches. Les avocats, dans le fond, ne se prennent pas pour d'autres. Ils se prennent pour des plombiers. Ils sont toujours trop chers. Mais les médecins, eux, sont les papes de la vie, les dépositaires de notre bien-être. Les médecins, ce n'est pas rien, c'est la vie.

LOCDE a souligné dans plusieurs études qu'un des principaux problèmes du système de santé est le mode de rémunération à l'acte. En effet, pour accepter l'instauration du système de santé public, ils se sont taillé un mode de mise en marché de leurs services absolument surréaliste. La très grande majorité des actes médicaux qu'ils posent est remboursée automatiquement par l'État, mais en plus, ils ont trouvé le moyen, en plus de cette sécurité absolue, d'agir comme des pigistes ou des entrepreneurs privés. De plus, pour s'assurer que leur part du gâteau financier ne diminue jamais, ils ont convaincu les gouvernements successifs de contourner le nombre de nouveaux médecins et d'interdire concrètement l'engagement des médecins étrangers. Cela s'appelle un marché fermé et monopolistique. Moins il y a de médecins, plus la rémunération minimale augmente en fonction de la croissance des actes faits. Ce n'est pas sorcier.

Pour des raisons que je ne comprends pas, tous les gouvernements ont généralement plié devant le lobby médical. Cela tient probablement à la peur politique d'affronter franchement et ouvertement cette profession qui, ici, est mythique et dont les membres, de tous les professionnels, sont les plus estimés et les plus admirés par la population.

Le ministre Legault, jeudi, s'est opposé à la propagande des médecins spécialistes. J'aurais aimé qu'il fasse plus vigoureusement et qu'il dénonce cette magie de bas étage, digne des politiciens les plus abjects. Il aurait pu en profiter pour rappeler à ces gens que comparativement à tous leurs confrères de l'Occident (à l'exception des États-Unis, où la médecine est devenue un vulgaire commerce), les spécialistes jouissent ici d'un statut et de revenus infiniment supérieurs et privilégiés. Il aurait pu leur rappeler qu'au bout du compte, ils sont des salariés du gouvernement et non des entrepreneurs privés, et que s'ils veulent prendre le risque du privé, ils n'ont qu'à le faire en sortant du régime. Il aurait pu enfin leur dire que des centaines de médecins spécialistes européens, tout aussi compétents qu'eux, seraient plus qu'heureux de venir s'installer au Québec pour doubler ou tripler leur revenu. Il n'a pas osé le faire; j'en fais donc à sa place, convaincu que, dans son for intérieur, il n'est pas loin de penser comme moi.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères. Si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Jeanne Corriveau (vigil), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungier (responsable du site Internet), Josée Boileau-Julie Carpentier, Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précorat (pages éditoriales), responsable des pages thématiques: Martin Doctos et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphanie Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpeut (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Dominique Remy, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque; à l'information locale: Louise-Maude Roux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marie-Hélène Alarie (secrétaires à la rédaction); Louise-Maude Roux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis); à la documentation: Gilles Paré (directeur), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); à la production: Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Claire Paquet, Micheline Russelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Fury, Germain Haack (contrôleur), Ghislaine Ladleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ÉDUCATION

CENTRE-SUD DE MONTRÉAL

La recette Pierre-Dupuy

Les dirigeants de cette polyvalente, sur laquelle le spectre de la fermeture a longtemps plané, ont donné un sérieux coup de barre pour améliorer l'image et la discipline

Quartier Centre-Sud, Montréal, milieu de l'après-midi, polyvalente Pierre-Dupuy. La secrétaire du directeur Laurent Landry fait irruption dans son grand bureau, le téléphone au bout de la main: «J'ai la mère du jeune Éric qui demande s'il a une retenue aujourd'hui, parce qu'il est déjà retourné à la maison. Est-ce qu'il doit revenir à l'école?» Silence du directeur, puis réponse: «Oui, il est en retenue, donc il revient à l'école immédiatement.» La porte se referme, et puis s'ouvre à nouveau quelques secondes plus tard: «Monsieur, si vous entendiez le petit crier après sa mère au téléphone, elle ne peut rien faire et surtout pas le renvoyer à l'école.» Réponse du directeur: «Je vais le chercher, alors!»

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Des directeurs d'écoles secondaires prêts à prendre la voiture pour aller chercher au domicile les fiers-à-bras de l'école, est-ce que ça court les rues? «S'il faut le faire, il faut le faire», rétorque Laurent Landry, à qui il arrive, comme cela, de faire irruption dans le salon des élèves, histoire de leur montrer que l'école, et même l'école Pierre-Dupuy, c'est du sérieux.

C'est par des petits gestes comme ceux-là que le directeur souhaite lancer le signal aux élèves, aux parents et à tous ceux qui lèvent le nez sur son école, que Pierre-Dupuy, «c'est du sérieux».

La polyvalente Pierre-Dupuy, sur laquelle a longtemps plané le spectre de la fermeture, souffre d'une bien mauvaise réputation et ses inscriptions en chute libre — de 562 à 487 en trois ans — en sont un peu le reflet. «Ce n'est pas une école de malades, comme plusieurs personnes le disent», évoque Marie-Ève Bourdage, 14 ans, une élève de secondaire 3 qui fait partie du programme enrichi de sciences *A+pprentis*, et qui ne comprend pas trop les préjugés des autres.

Dès son arrivée, il y a trois ans, le directeur a compris qu'il lui faudrait resserrer la vis, et aussi les clés! «N'importe qui entrait dans cette école-là», explique M. Landry, qui s'est attaqué cette année au criant problème de fermeture des issues, faisant systématiquement changer l'ensemble des serrures de l'école et verrouillant l'ensemble des — nombreuses — issues, conservant l'entrée principale ouverte... avec agent de sécurité!

Les problèmes «d'intrusion» étaient chose courante à Pierre-Dupuy, ce qui a déjà mené à l'arrestation, en pleine école, d'un suspect qui venait juste de braquer un dépanneur voisin. «Les itinérants venaient même faire les poubelles de la cafétéria!», dit M. Landry.

«Il fallait donner un coup de barre, et c'est cette année qu'on l'a fait», explique Raymond Lemaire, le directeur adjoint.

Ensemble, les deux directeurs ont décidé de miser sur la discipline et ainsi de mettre fin à l'ère du «centre commercial», où tout le monde circulait à sa guise dans les corridors de l'école, et en tout temps.

«Pendant les heures de cours,

c'est une interdiction formelle de circuler», dit Raymond Lemaire. Notre philosophie est des plus simples: plus les élèves sont en classe, plus ils ont des cours, et plus ils ont de chances de réussir.»

Logique implacable, mais n'est-ce pas là le minimum à exiger d'une école? «Avant, ici, c'était un vrai centre commercial.» Maîtres absolus des corridors, les jeunes entraient et sortaient des classes comme bon leur semblait. «Maintenant, plus personne ne sort. Jamais.»

C'est l'heure de la tournée des corridors. «Encore!» Encore, oui, parce que l'opération surveillance s'effectue à chacune des périodes — à trois moments de la période, lesquelles reviennent cinq fois par jour — par le tandem de directeurs qui sillonne tranquillement les étages, l'œil à l'affût.

Ils portent l'émetteur-récepteur, qui s'agit d'ailleurs fréquemment pendant la journée, signe indéniable que la sécurité n'est pas prise à la légère. «C'est pour être disponible en tout temps», dit M. Lemaire.

Les classes sont calmes et semblent tout ce qu'il y a de plus normal. «La différence, c'est que maintenant, les jeunes suivent leurs cours», une amélioration notable si l'on croit les enseignants qui affirment ne plus être dérangés maintenant par de nombreuses et constantes allées et venues.

Le taux d'absentéisme à l'école, une prédisposition évidente et reconnue au décrochage scolaire, a chuté considérablement depuis que la tolérance zéro est appliquée entre les murs de l'école. «Un retard est signalé immédiatement aux parents par nos éducateurs, dix minutes après le début de la période, et à chaque période», affirme M. Lemaire.

Résultat: de 20% par jour qu'il était l'an dernier, le taux d'absentéisme est passé sous la barre des 10%. «Avant, 40 à 50 élèves étaient expulsés par période», explique le directeur adjoint.

«Maintenant, on en a trois, quatre ou cinq. Les jours où on en a six, ça va vraiment mal.» S'il y avait une centaine de retards par jour auparavant, maintenant, il n'y en a plus qu'une vingtaine, envoyés systématiquement en retenue.

«Avant, il me semble que j'étais toujours en train d'éteindre des feux», explique Isabelle Dion, enseignante en art dramatique et



PHOTOS JACQUES GRENIER LE DEVOIR

C'est l'heure de la tournée des corridors. «Encore!» Encore, oui, parce que l'opération surveillance s'effectue à chacune des périodes — à trois moments de la période, lesquelles reviennent cinq fois par jour — par le tandem de directeurs qui sillonne tranquillement les étages, l'œil à l'affût. Ils portent l'émetteur-récepteur, qui s'agit d'ailleurs fréquemment pendant la journée, signe indéniable que la sécurité n'est pas prise à la légère.

coordonnatrice du programme Arts de la scène, l'une des nouveautés destinées à attirer des recrues intéressées par les arts. «Maintenant, je peux enseigner.»

La clientèle de Pierre-Dupuy, à cause du quartier dans lequel elle baigne, arrive souvent à l'école secondaire avec un parcours difficile. Située en plein Centre-Sud, coin Ontario et Parthenais, l'école compose avec une importante pauvreté et les aléas de la vie qui s'y rattachent. «Il y a des enfants qui arrivent dans mon bureau, qui ne "filent" pas et qui me disent tout bonnement que, ouais, ça ne "file" pas trop parce que ce n'est pas leur tour de manger ce jour-là à la maison», raconte Raymond Lemaire. On demande à des enfants qui sont partis un mille en arrière d'arriver en même temps que tout le monde.»

Les deux directeurs, de même que la Commission scolaire de Montréal qui les chapeaute, ont d'ailleurs en sainte horreur le Bulletin des écoles secondaires de Montréal, qui compare «des pommes avec des oranges», pour reprendre l'expression désormais consacrée, propriété du président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron.

Pierre-Dupuy n'y fait pas bonne figure. Classée cette année au 462^e rang (sur 464) du palmarès de la revue *L'actualité*, on lui a

donné D de valeur ajoutée, notant au passage que 70% de ses élèves accusent un retard dans la scolarité et que le revenu moyen des parents s'évalue à 13 500 \$ par année.

«Ça ne m'empêche pas de dormir, mais c'est difficile de recevoir ça comme son de cloche», explique Dominik Lapalme, qui enseigne l'anglais en secondaire 3 et 5.

Le jour où le dernier palmarès a été publié, début novembre, Dominik terminait d'ailleurs à peine une opération Portes ouvertes destinée aux écoles primaires «bassin», c'est-à-dire les écoles environnantes, et dont la clientèle se destinerait normalement à Pierre-Dupuy au moment de faire le saut au secondaire.

«Nous avons travaillé d'arrache-pied pour organiser la journée et c'était renversant de recueillir les commentaires des jeunes de 5^e et de 6^e année, au début et à la fin de la journée», explique-t-il.

En une journée de contacts directs avec les élèves, l'école, les enseignants et surtout la présentation des projets, les préjugés étaient tombés. «On publicise nos bons coups, et juste après, nos efforts sont anéantis par la publication d'un palmarès.»

L'opération face-lift, comme le

dit avec un brin d'humour le directeur Landry, a étonné les élèves, qui y ont vu un affront les premiers jours de classe mais a ravi les enseignants. «Maintenant, on sent qu'il y a un but derrière ce que l'on fait, et le but, c'est de se défendre de notre réputation, qui est surfaite, et de faire de Pierre-Dupuy une école qui vise la réussite», explique Dominik Lapalme. «Nos élèves baignent dans l'échec»,

note-t-il. «Ces jeunes-là ne vivent pas des choses faciles», ajoute Isabelle Dion, qui a monté l'an dernier des morceaux de *A toi pour toujours*, ta Marie-Lou, de Michel Tremblay, pour y découvrir avec stupéfaction des petits Léopold criants de vérité.

Pour lancer une série de changements visant à redorer l'image de l'école, l'équipe de direction part d'ailleurs de cette philosophie selon laquelle si les jeunes vivent l'échec et la misère à la maison, nul besoin de les maintenir dans ce climat jusqu'à l'école. «On veut qu'ils soient fiers de leur école, on veut qu'ils aient le meilleur», explique Laurent Landry.

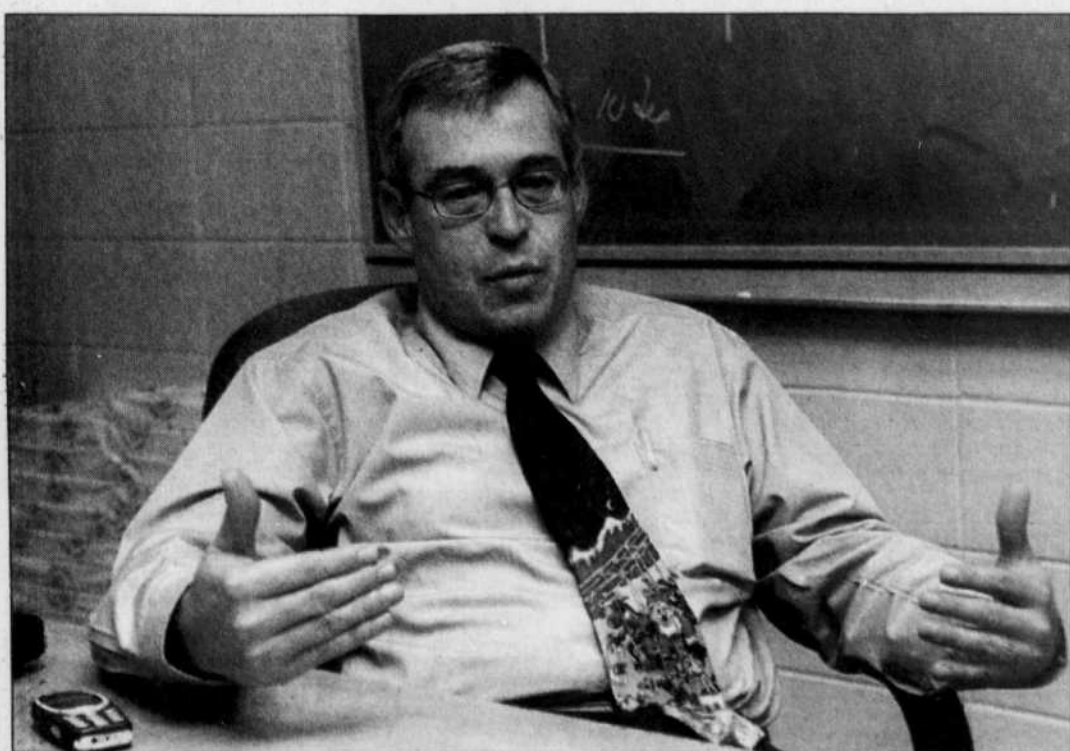
Effort. Honneur. Fierté. Voilà, d'ailleurs, le credo des ambassadeurs, les «fers de lance» de l'école, des jeunes intéressés par le sport et à la feuille de route parfai-

te, qui meublent une dizaine d'équipes sportives interscolaires. Basketball, soccer, cheerleading, badminton et hockey cosom: une centaine d'élèves sillonnent le territoire montréalais, affrontant les équipes d'écoles publiques ou privées occupant le haut du palmarès.

Pour ce faire, le directeur Landry n'a pas lésiné, et, de son propre aveu, a un peu défoncé les budgets, les équipant des pieds à la tête de survêtements neufs et d'uniformes bleus et jaunes. «Les plus beaux uniformes, ce sont eux qui les ont, et c'est voulu comme ça», claironne le directeur, aussi l'entraîneur de l'équipe de basketball.

Dans le but avoué d'attirer de la clientèle du côté du primaire, l'école a d'ailleurs une annexe «junior» à son programme d'ambassadeurs, avec l'équipe des Diplomates, où 120 jeunes de 5^e et de 6^e année sont tranquillement initiés à la recette Pierre-Dupuy.

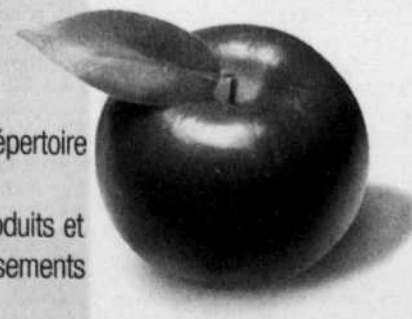
L'an dernier, sur les 115 finissants des cinq écoles primaires «bassin», c'est-à-dire intimement liées à Pierre-Dupuy à cause du territoire, seule une trentaine ont passé le seuil de Pierre-Dupuy. «Avec nos projets éducatifs, notre programme de science, nos ambassadeurs, nous voulons lancer le signal à tous ces élèves qu'ils peuvent venir chez nous, que c'est sur la réussite que nous travaillons ici aussi», explique M. Landry.



«Avec nos projets éducatifs, notre programme de science, nos ambassadeurs, nous voulons lancer le signal à tous les élèves qu'ils peuvent venir chez nous, que c'est sur la réussite que nous travaillons ici aussi», dit le directeur Laurent Landry.

Croquez dans la vie scolaire

Demandez votre échantillon gratuit de la revue faite par et pour les décideurs scolaires et leurs équipes. Obtenez avec tout abonnement, Le Répertoire des ressources et fournisseurs de produits et services en établissements scolaires.



www.lepointadm.com Le Point en administration scolaire (514) 277-4544, poste 240